



PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction des Collectivités Locales  
Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques

ARRÊTÉ

du - 7 JUIL. 2014

mettant en demeure la société RPC TEDECO GIZEH à Bouxwiller  
de respecter des prescriptions relatives à la protection de l'environnement

Le Préfet de la Région Alsace  
Préfet du Bas-Rhin

- VU le Code de l'environnement, livre V, titre premier, et notamment son article L 171-8 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 5 mars 1993 autorisant la société RPC TEDECO GIZEH à exploiter un entrepôt destiné au stockage de produits finis (couverts, emballages en matières plastiques) et d'emballage en carton, bois et plastiques sur le site de la zone industrielle de Bouxwiller ;
- VU l'arrêté ministériel et l'instruction technique du 20 août 1985 du ministère de l'environnement, relatifs au bruit des installations classées ;
- VU le compte rendu N° 1344101-1 (relation n° 8811421) du 13 mars 2014 établi par l'APAVE suite aux mesures de niveaux sonores effectuées dans l'environnement de l'usine de la société RPC TEDECO GIZEH à Bouxwiller respectivement le 28 août 2013 et le 4 février 2014 ;
- VU le rapport du 18 juin 2014 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Alsace, chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que les résultats des mesures de niveaux sonores effectués dans l'environnement, réalisées le 28 août 2013 et le 4 février 2014, mettent en évidence un dépassement de la valeur limite de l'émergence au droit de maisons d'habitation rue Lichtenberg à Bouxwiller (valeur mesurée de 5,5 dBA pour une valeur limite fixée à 3 dBA) ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* »,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup>

La société RPC TEDECO GIZEH dont les installations sont sises Zone Industrielle à Bouxwiller est mise en demeure de respecter sous 6 mois, à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'instruction technique du 20 août 1985 annexée à l'arrêté ministériel du 20 août 1985 susvisé.

### Article 2

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la société RPC TEDECO GIZEH.

### Article 3

- Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,
- le Sous-Préfet de Saverne,
- le directeur de la société RPC TEDECO GIZEH,
- le Maire de Bouxwiller,
- le Commandant du Groupement de Gendarmerie du Bas-Rhin,
- le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Alsace (service de l'inspection des installations classées),

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

LE PRÉFET

P. le Préfet,  
Le Secrétaire Général

*Christian RIGUET*

Christian RIGUET

#### Délais et voies de recours

Article R. 514-3-1 du Code de l'environnement

Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative (Tribunal Administratif de Strasbourg):

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.